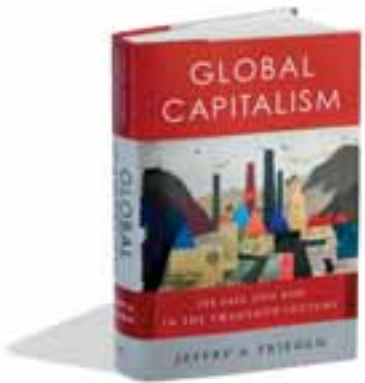


## Les perdants de la mondialisation



Jeffrey A. Frieden

### Global Capitalism Its Fall and Rise in the Twentieth Century

W.W. Norton, New York, 2006, 448 pages,  
29,95 \$ (toilé)

Jeffrey Frieden fait un compte rendu lucide et alerte de ce qui, aujourd'hui, est quasiment l'orthodoxie sur la mondialisation depuis un siècle. Il décrit une courbe en U : l'intégration poussée des marchés de la main-d'œuvre, des biens et des capitaux à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, fut annulée par la Première Guerre mondiale et la Crise de 1929, puis, après la Seconde Guerre mondiale, la mondialisation a lentement repris, avant de s'accélérer à partir des années 70, entraînant une diffusion rapide de l'innovation technologique et une amélioration sensible du bien-être.

En qualité d'expert en sciences politiques, Frieden s'intéresse aussi beaucoup aux enjeux politiques de la mondialisation. Tout processus de changement engendre des gagnants et des perdants, et la viabilité du système dépend, selon lui, de la manière de traiter ces derniers. Avant la Première Guerre mondiale, les perdants étaient les vieilles élites foncières d'Europe et peut-être aussi les ouvriers, qui ont dû supporter les coûts de l'ajustement sous le régime monétaire de l'étalon-or.

À l'instar de Karl Polanyi, Frieden considère que l'ajustement sous l'étalon-or est difficile, voire impossible dans un contexte de responsabilité politique ou de démocratisation. Les

années de l'entre-deux-guerres ont donc vu à la fois l'effondrement de la démocratie et la tentative de rétablir l'étalon-or. Mais Frieden affirme que, juste après 1945, la démocratie a été sauvée dans de nombreux pays (il veut dire surtout en Europe occidentale) par l'adoption de politiques sociales d'inspiration keynésienne. Ces politiques, viables dans un cadre national, l'étaient moins face à l'augmentation des coûts d'ajustement entraînés par la vague de mondialisation après les années 70.

Frieden termine sur une étude des laissés-pour-compte de la mondialisation — surtout les pays très pauvres qui restent à l'écart des marchés ouverts des biens, de la main-d'œuvre et des capitaux — et analyse les défis croissants qu'engendre une mondialisation menée par des pays riches dont les citoyens pensent que les échanges et l'immigration nuisent à leurs revenus. Frieden fait un récit magistral de la réponse politique à la mondia-

**«Cet ouvrage est plus  
une histoire de la  
mondialisation que du  
capitalisme mondial.»**

lisation. Il offre une analyse limpide de la manière dont des théoriciens tels que Eli Heckscher, Bertil Ohlin, Wolfgang Stolper et Paul Samuelson expliquent les effets du commerce sur les revenus.

Mais il soulève aussi des énigmes qui restent sans réponse. À certains moments, il semble adopter une forme rigide de déterminisme économique, bien que les effets des structures économiques sur les résultats politiques pointent parfois dans différentes directions : page 196, il affirme que, dans les années 20 et 30, «tous les pays débiteurs ont emprunté la voix de l'autarcie fasciste ou nationaliste; tous les pays créanciers sont restés démocratiques et attachés à l'intégration économique internationale». Il est plus facile de comprendre ce mécanisme,

par lequel l'hostilité populiste à une dette imposée de l'extérieur a éloigné les électeurs et les responsables politiques de l'internationalisme, que de suivre la logique selon laquelle, dans d'autres circonstances, les crises de la dette auraient favorisé la démocratie (comme l'effondrement des économies latino-américaines dans les années 80). Dans ce cas, la logique qui associe dette et démocratisation n'est pas très claire. Mais, dans un cas comme dans l'autre, l'économie conditionne le politique.

À d'autres moments, Frieden accorde pourtant beaucoup d'autonomie aux choix politiques : si les pays sont pauvres, c'est avant tout parce que leurs élites ont fait les mauvais choix politiques; ou bien (ce qui est peut-être plus étonnant à la lumière de la thèse sur la dette et la dictature dans les années 30) il affirme qu'en Allemagne, «comme l'a montré après coup l'analyse, même des mesures modestes visant à stimuler l'économie auraient suffi à stopper les progrès électoraux des Nazis» (p. 177). Il ne s'intéresse pas vraiment à la question centrale, au moins au XX<sup>e</sup> siècle, de la marge de manœuvre qu'avaient les responsables politiques. Par conséquent, on voit mal comment l'inquiétude générale sur les incertitudes et les méfaits de la mondialisation pourrait déboucher sur des propositions politiques concrètes.

En outre, le lecteur doit savoir que cet ouvrage est plus une histoire de la mondialisation que du capitalisme mondial. Les différences nationales dans le capitalisme sont pratiquement évacuées, tout comme le débat sur l'existence de modèles régionaux distincts. L'ouvrage postule plus qu'il ne démontre qu'une forme de capitalisme est conforme à la logique de l'histoire — celle qui est dominée par de grands groupes multinationaux, dont la propriété est diversifiée et qui sont gérés selon les mêmes principes de gouvernance dans tous les pays. À l'heure où le président d'IBM proclame que l'ère de la multinationale est révolue, il pourrait être utile de remettre en question l'hypothèse de l'existence d'une seule forme de capitalisme.

**Harold James**  
Université de Princeton

Responsable de cette rubrique : Elisa Diehl

## La veille constante

Guillermo A. Calvo

### Emerging Capital Markets in Turmoil

#### Bad Luck or Bad Policy?

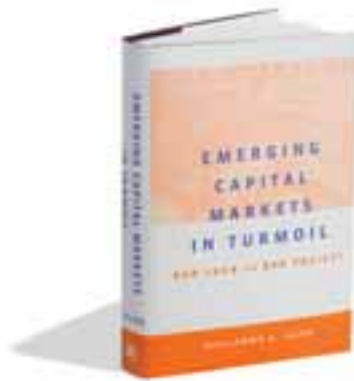
MIT Press, Cambridge, Massachusetts, 2006, 547 pages, 45 \$ (toilé)

À u début des années 90, le Plan Brady, qui transformait les créances improductives des banques commerciales en obligations négociables, inaugura la dernière vague de flux de capitaux vers les marchés émergents. Cette année, alors que, l'un après l'autre, les pays latino-américains remboursent leurs obligations Brady, il semble qu'une époque touche à sa fin. Pendant toute cette période, Guillermo Calvo a été au centre du débat sur la nature et l'efficacité de ces flux de capitaux, au FMI, à la Banque interaméricaine de développement et dans les milieux universitaires. Chez les penseurs comme chez les comédiens, il faut choisir le bon moment pour faire son effet. Et on ne saurait imaginer meilleur moment pour la publication de cet ouvrage.

Ce livre réunit tous les articles importants de Calvo sur les flux de capitaux et les crises, depuis son travail visionnaire avec Leiderman et Reinhart qui, dès 1993, remettait en cause la durabilité de la nouvelle vague de flux de capitaux. Ils y constataient que les capitaux alimentaient aussi bien les marchés émergents très avancés sur la voie de la réforme structurelle que ceux qui s'y étaient à peine engagés. Ils soulignaient ainsi combien les conditions sur les marchés financiers mondiaux (abondance de liquidités, «carry trade» et acceptation croissante des risques par les investisseurs) pouvaient influencer les caractéristiques des flux de capitaux. Et Calvo d'avertir que, si les conditions mondiales sont si importantes pour l'orientation des flux, la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis et le resserrement des marchés financiers mondiaux aidant, la direction des flux pourrait s'inverser, faisant s'écrouler tout le château de cartes. Ça ne vous rappelle rien?

Peut-être à cause de la discrétion dont Calvo fait preuve, nous avons souvent tendance à oublier à quel point

il a contribué aux débats intellectuels et politiques de ces 15 dernières années. Il a été l'un des premiers à mettre en question la pertinence des modèles habituels de première génération rendant compte des racines monétaires et budgétaires des crises pour expliquer les crises financières du XXI<sup>e</sup> siècle qui ont commencé au Mexique en 1994. Il fut aussi l'un des premiers à mettre en lumière le rôle des facteurs financiers tels que le niveau élevé des dettes à court terme et des déséquilibres entre les monnaies de libellé des actifs et passifs. De même, c'est à lui qu'on doit d'avoir associé modèles dits de deuxième génération et équilibres multiples. Il a su établir une passerelle entre ces modèles et les analyses courantes de la contagion et conférer une rigueur analytique à ce dernier concept. Il a validé sa réflexion en montrant qu'elle



s'appliquait aux crises mexicaine, russe (1998) et argentine (2001–02).

Son influence au niveau politique a été plus lente à se manifester. Calvo explique que ses articles novateurs, écrits alors qu'il était conseiller au FMI, furent accueillis avec scepticisme. Ses collègues n'aimaient pas s'entendre dire que, si les investisseurs étaient disposés à prêter aux pays en développement, cela ne tenait nullement aux miracles accomplis par les programmes de réforme structurelle du FMI. Ils rejetaient l'idée que même les pays à faible taux d'inflation et aux budgets équilibrés restaient vulnérables aux crises. Ayant moi-même travaillé au FMI, je puis assurer que bien des hauts dirigeants de l'institution considéraient l'attention portée au phénomène de contagion et aux crises autogénérées comme un simple effet de mode, et pensaient que le FMI ferait mieux de s'intéresser aux ques-

tions monétaires et budgétaires, plus fondamentales, plutôt qu'aux fragilités financières. Il est d'autant plus frappant de voir à quel point les grandes idées de Calvo sont aujourd'hui la norme au FMI et font partie intégrante de son travail quotidien.

Calvo est moins convaincant lorsqu'il analyse les répercussions de ces idées sur la réforme de l'architecture financière internationale. Il prétend que la vulnérabilité des marchés émergents, même ceux dont les fondamentaux monétaires et budgétaires sont sains, aux soubresauts des flux de capitaux plaide en faveur de la création d'un fonds mondial de secours géré par un prêteur de dernier ressort international. Cette suggestion sera sûrement mieux reçue par les dirigeants du FMI. Mais, dans la pratique, elle pose un grave problème d'aléa moral tant pour les gouvernements des marchés émergents que pour les investisseurs internationaux.

Les recueils, même s'ils réunissent des articles aussi significatifs que ceux-ci, provoquent souvent des réactions variées. Les relire, c'est un peu comme revoir un vieux film qu'on aime bien : l'effet de surprise n'est plus là, mais le spectateur apprécie mieux le talent du réalisateur. Et Calvo évoque le talent des économistes, en expliquant que la plupart d'entre eux occupent des points extrêmes sur le spectre méthodologique : ils font soit de la recherche fondamentale, soit de la recherche appliquée. La profession se divise entre théoriciens capables de construire d'élégants modèles abstraits qui formalisent des idées nouvelles et praticiens soucieux de comprendre les données économiques; et, pourtant, rares sont ceux qui ont l'envergure intellectuelle et la capacité de rester constamment en éveil, conditions préalables à un travail efficace dans ces deux domaines.

Calvo a apporté des contributions fondamentales à la théorie et à la pratique. Surtout, il ne l'a pas fait en série — la théorie quand il était jeune, la pratique plus tard — mais tout au long de sa carrière. Le principal message de son ouvrage est que nous devrions dormir moins et, comme lui, nous rapprocher du milieu du spectre méthodologique.

**Barry Eichengreen**  
Université de Californie, Berkeley

# Planificateurs contre chercheurs

William Easterly

## The White Man's Burden

### Why the West's Efforts to Aid the Rest Have Done So Much Ill and So Little Good

Penguin Group, New York, 2006, 400 pages, 27,95 \$ (toilé)

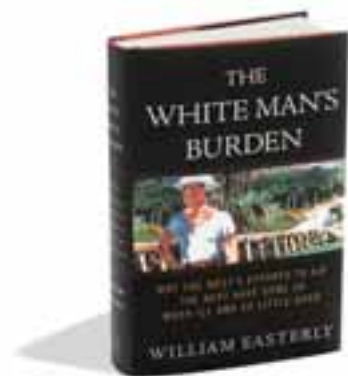
William Easterly divise le monde de l'aide entre «planificateurs» et «chercheurs».

Le planificateur type est Jeffrey Sachs, qui prétend que, pour assurer *La fin de la pauvreté* (son dernier ouvrage), il faut tout simplement y consacrer beaucoup d'argent et recourir aux dernières technologies. Il part du principe que les pays sont pris au «piège de la pauvreté». Selon lui, il incombe aux Nations Unies de coordonner une initiative à grande échelle, avec l'appui des donateurs et des institutions financières internationales (dont le FMI), pour aider les pays à élaborer de vastes programmes en vue d'atteindre d'ici 2015 les objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour Easterly, cette approche est vouée à l'échec. Dans son analyse de l'aide et du développement, complétée par une section sur la colonisation et les interventions militaires étrangères pour faire bonne mesure, il aligne des anecdotes concrètes, parfois émouvantes, des exemples bien choisis de pays et une critique sérieuse d'études sur l'économie et le développement.

Ses principaux arguments sont les suivants : l'aide considérable reçue par les pays pauvres depuis des décennies ne semble pas leur avoir été très utile; les agences d'aide au développement ne sont en général pas comptables de leurs actions, surtout auprès des bénéficiaires visés; l'hypothèse du piège de la pauvreté n'est guère corroborée par les faits : les pays pauvres d'aujourd'hui ne sont pas ceux des décennies précédentes; et l'impulsion requise pour amorcer un développement durable doit venir des pays concernés, et pas de l'étranger.

L'auteur s'attache davantage à formuler des critiques que des solutions. Il prend soin de souligner qu'il n'a pas de remède génial à apporter au problème du développement. Mais il plaide en faveur d'une révision à la baisse des



bienfaits à attendre de l'aide, et plus généralement des interventions de l'extérieur : les étrangers ne peuvent apporter la croissance et le développement, mais ils peuvent, sans susciter d'illusions démesurées, venir en aide aux plus démunis. Dans cet esprit, l'auteur propose une autre conception de l'aide : les donateurs doivent être des «chercheurs» qui expérimentent de nouvelles idées, sont à l'écoute des bénéficiaires visés et gardent l'esprit ouvert. Bien sûr, il est plus gratifiant d'être planificateur : il suffit de parler de la fin de la pauvreté pour se donner bonne conscience, même en l'absence de résultat concret.

En fin de compte, Easterly est plus sévère dans sa condamnation des solutions venant de l'extérieur que dans celle de la planification. Il n'entre pas vraiment dans le débat sur le rôle qu'ont joué les grands projets publics ou d'autres formes de planification dans, par exemple, le miracle économique de nombreux pays d'Asie de l'Est, pas plus qu'il ne rejette entièrement l'idée que, dans certains pays et dans certaines circonstances, des investissements élevés et coordonnés peuvent amorcer le développement. Il est plus convaincant lorsqu'il décrit l'aveuglement des donateurs (ainsi que des adeptes des interventions militaires et des colonisateurs) qui croient pouvoir imposer des solutions radicales de l'extérieur. Pour cette seule raison, tout professionnel du développement se doit de lire cet ouvrage, non seulement parce qu'il fait contrepoids aux thèses de Sachs, mais aussi pour lui rappeler de réfléchir à deux fois avant de tomber dans les travers dénoncés par Easterly.

Easterly et Sachs ont pourtant un diagnostic en commun : les institu-

tions chargées de l'aide, FMI compris, font fausse route, pour des raisons quasi mystérieuses. Pour Sachs, ces institutions ne sont pas assez ambitieuses, tandis que, pour Easterly, elles privilégient une approche «descendante». Si les deux auteurs sont en tel désaccord, c'est sans doute que quelque chose leur échappe à tous les deux. La planification que Easterly dénigre domine le discours de Sachs, Bono et d'autres vedettes du monde du développement. Toutefois, la plupart des praticiens du développement reconnaissent la nécessité d'expérimenter sur le terrain et d'adopter des solutions d'inspiration locale. Plus facile à dire qu'à faire. On comprend que, confrontés à un problème énorme et désespérant, désireux d'aider et encouragés parfois par des réussites partielles, ils s'évertuent à essayer. Dans *The World's Banker*, publié l'an dernier, Sebastian Mallaby décrit en des termes plus mesurés comment nous en sommes arrivés là, et *The Macroeconomic Management of Foreign Aid: Opportunities and Pitfalls*, publié par le FMI l'année dernière, donne, en un volume, un aperçu plus technique mais nuancé des débats actuels sur l'aide.

Bien que cela soit hasardeux (leurs perspectives sont si différentes), comment résister à la tentation de faire la synthèse entre les idées de Sachs et celles d'Easterly ou de leur trouver des points communs? Deux points soulignés par Easterly peuvent être utiles à notre travail au FMI. Premièrement, les économistes ne savent pas vraiment comment soutenir la croissance, et, deuxièmement, les solutions imposées de l'extérieur fonctionnent rarement. Lorsqu'un pays bénéficiaire veut, par exemple, augmenter massivement ses investissements publics, nous devons nous garder d'affirmer que cela ne fonctionnera pas; notre travail de chercheur est d'élaborer un plan tirant le meilleur parti de cette approche. D'un autre côté, si un pays choisit une croissance axée sur les exportations et d'être moins tributaire de l'aide, nous devons aussi le soutenir, même si, ce faisant, nous nous exposons aux critiques des planificateurs comme Sachs.

Andrew Berg

Département de l'élaboration et de l'examen des politiques du FMI